

# LA VOIX DE



# Kanaky

JOURNAL UNITAIRE INDEPENDANT

BIMESTRIEL JANVIER/FÉVRIER 2023 ■ N°35 ■ 100 F. CFP

## KANAKY DAWANY !

(XÂRÂCÙÙ)

### KANAKY JUSQU'AU BOUT !

### ÉDITORIAL

**Très cher(e)s lecteurs(trices) de La Voix de Kanaky,**

Pour tous, quelque soit notre lieu de vie dans les tribus, dans les quartiers, les villages, le monde, que ce début d'année s'amorce dans un mouvement imprégné d'esprit de force et de courage, l'équipe de *La Voix de Kanaky* vous adresse ses meilleurs vœux :

- que la santé, l'amour, la bienveillance, l'indulgence, la sagesse, l'écoute et la sérénité soient nos alliés ;
- que l'esprit de responsabilité résonne en nous face aux comportements abusifs qui nous détruisent à petit feu comme l'alcool, la malbouffe, l'isolement de nos vieux, les violences faites aux femmes, la maltraitance de nos enfants, l'exclusion de nos frères. Utilisons nos forces et nos énergies de façon positive et bienveillante ;
- que nous soyons de bons exemples en adoptant une attitude responsable et irréprochable dans tous les espaces où nous sommes présents ;
- que notre parole soit impeccable et nos discours constructifs ;
- que l'esprit de création et d'initiative germe et fleurisse sur tout notre pays pour nous animer de confiance et de solidarité, et ainsi consolider les attaches et renforcer les liens.

Pour nous les indépendantistes, que l'unité et la cohésion fortifient nos rangs pour qu'ensemble et avec détermination nous continuions de porter le flambeau de la lutte du mouvement de libération ;

Cette année sera ponctuée de phases importantes et intenses qui orienteront l'avenir de notre pays. *Des bluffs* et « *des bonbons empoisonnés* » seront lancés pour détourner nos esprits. Ne soyons pas cantonnés au rang de simple spectateurs(trices) des déci-

sions qui se prendront sans nous consulter car plus tard nous aurons des comptes à rendre à nos enfants. *Ainsi, il est essentiel d'être attentif et vigilant en continuant de s'informer.*

Avec volonté, tous, investissons-nous dans nos environnements respectifs car l'implication de chacun(e) est la traduction du devoir d'engagement pour Kanaky dans les outils de lutte tels que les associations qui participent à la vie des écoles, à la vie artistique et culturelle, coutumière, sociale et environnementale, les syndicats, les organisations collectives et politiques ... autant de contre-pouvoirs qui rappellent que le pouvoir politique est bien sûr porté par tous nos élus dans les institutions qu'on encourage, mais qu'il est aussi entre les mains de chacun. Sachons alors face aux enjeux de notre pays mesurer notre capacité d'organisation, de mobilisation et de résistance, et face aux détracteurs de notre combat.

Deux grandes commémorations auront lieu cette année :

- les 40 ans de l'Accord de Nainville-les-Roches (12/07/1983) où notre peuple a décidé d'offrir l'exercice du droit à l'autodétermination à celles et ceux qui sont arrivés de gré ou de force dans notre Pays ;
- les 170 ans de la prise de possession du pays par la France, le 24/09/1853 à Balade.

L'équipe de *La Voix de Kanaky* renouvelle ses souhaits pour que 2023 soit une année où chez nous, comme dans le monde, on avance vers la construction d'une société avec plus de justice, de paix, d'égalité, de respect pour tous.

Enfin, Merci à l'année 2022 avec une pensée chaleureuse à toutes celles et ceux qui ne

sont plus des nôtres mais qui reposent auprès des esprits de nos ancêtres où ils interviennent en notre faveur pour nous guider vers notre émancipation dans le processus de décolonisation.

Bonne et heureuse année 2023 ! 🍀

### SOMMAIRE

**POLITIQUE** P 2

Bilatérales indépendantistes/État : contextes et enjeux

**CONSULTATION** P 3

Contestation de la 3<sup>ème</sup> consultation : affaires en cours ...

**POLITIQUE ÉCONOMIQUE** P 4

Bataille acharnée de la droite coloniale contre notre Agenda fiscale

**POLITIQUE** P 5

Le congrès du FLNKS 2023 avec toutes les forces vives sera capital !

**POLITIQUE** P 6-7

- France, tu veux nous commander, balaye devant ta porte !...
- Le bluff Darmanin

**ÉDUCATION** P 7

Un « ministère » de l'enseignement indépendantiste serait tellement mieux !!

**BRÈVE INTERNATIONALE** P 8

Fidji : le retour de Rabuka à la tête du pays

# Bilatérales indépendantistes/État : contexte et enjeux

## Le Contexte Géo-Politique

### A/ Le Pacifique tout entier retient son souffle.

Une fois de plus, après 193 essais nucléaires en Polynésie (1966 à 1996), les tentatives de garder le Vanuatu (1980), l'affaire du *Rainbow Warrior* (1985), puis les révoltes Kanak (1984 à 1988), la France perturbe cette région. Et le Pacifique, voire le Monde, lui ont déjà donné le signal, pour l'instant poli, de leur indignation :

Les 18 États insulaires du Forum du Pacifique - FIP - ont rendu public leur rejet clair des manœuvres de la France et du résultat de la 3<sup>ème</sup> consultation. L'ONU vient de faire de même. Et le Fer de Lance Mélanésien - GFLM - forme en ce moment une plainte auprès de la Court Internationale de Justice contre la France.

Les USA avaient brutalement écarté le projet d'alliance Indo-Pacifique français, en créant l'AUKUS, et l'Australie torpillait son achat de sous-marins français. ; M. Biden vient de signifier à la France, en réunissant à Washington le FIP - dont la Calédonie -, que son pays est véritablement, lui, dans le Pacifique, via plusieurs États plus ou moins associés, et par plus de 3 000 km de côtes, et qu'il entend y accroître sa présence.

### B/ En Océanie, la France fait tâche.

Le Pacifique, plus immense que l'ensemble des terres émergées, est essentiellement peuplé de civilisations reliées et multimillénaires très originales, qui en découvraient les rivages 2 000 ans avant que les européens n'osent franchir le petit océan Atlantique.

Ces civilisations essaient de se désengager au mieux des bulldozers occidentaux ; la quasi totalité ont leur pays indépendants, parfois associés à d'autres plus puissants comme la Nouvelle-Zélande ou les USA notamment.

## Les enjeux

Ils sont à la hauteur du rebours possible aux mensonges, trahisons de paroles, et promesses insensées de l'État français pour faire gagner artificiellement le Non à la 3<sup>ème</sup> consultation.

Il y a deux aspects, l'un psychologique, l'autre factuel :



### A/ Psychologiquement, les indépendantistes se sentent bernés pour la énième fois :

la France à trahi les directives de l'ADN, prévu pour mener à la pleine souveraineté en accord avec elle, et a triché ensuite pour les consultations. Ils ressentent donc qu'il ne leur reste plus que la lutte sur le terrain pour sauver leur société.

Et il sera difficile de les en dissuader, tant la défiance envers toute parole non étayée d'un fait tangible est maintenant grande.

### B/ Factuellement, il faudra aboutir, par un revirement concret,

à l'organisation d'une souveraineté ayant une part réversible raisonnable de compétences partagées, et une inclusion forte avec nos voisins et cousins du Pacifique.

Le tout dans un soutien dégressif crédible pour rassurer la fraction de la population encore Dépendantiste.

La difficulté est considérable, car l'État français a tellement manipulé l'opinion Dépendantiste qu'il faudra résoudre deux équations :

- lui faire comprendre que toutes ces promesses étaient fallacieuses et mèneraient à l'opposition catégorique du peuple indigène, des pays du Pacifique, de l'ONU, et

même du peuple français, dont les 2/3 ont dit par divers sondages, leur vœu de voir la Calédonie indépendante, - les convaincre qu'une indépendance organisée avec la France et les pays du Pacifique serait leur meilleure garantie pour l'avenir, leur intégration dans leur zone, leur liberté de s'organiser selon leurs aspirations propres, leur amitié avec le peuple autochtone, et finalement leur mieux-être futur. 🍷

**REJOIGNEZ NOUS !**

**Indépendantiste, vous avez l'envie de militer**

**et argumenter ?**

**Vous avez une capacité de rédaction et un peu de temps ?**

**REJOIGNEZ NOTRE COMITE DE RÉDACTION !**

# Contestation de la 3<sup>ème</sup> consultation : affaire en cours !



Installation a New York de la représentante à NY du FLNKS, Mme Tingal, accompagnée de M. Wamytan.



Réunion avec le GFLM : M. Roch Wamytan et Mme Magalie Tingal avec le 1<sup>er</sup> Ministre des Iles Salomon, L'Hon. Mannaseh Sogavare.

## La 3<sup>ème</sup> consultation du 12 décembre 2021 est contestée par les indépendantistes.

Nous avons prévenu : « nous saisissons les hautes instances internationales » pour dénoncer cette mascarade, cette consultation bidon. Et c'est en juillet dernier lors de la convention du FLNKS qu'il a été décidé de se donner les voies et moyens de le faire.

**Tout d'abord le FLNKS a nommé sa représentante à l'ONU à New-York** pour travailler avec les ambassades Onusiennes, sur une durée de 3 mois, dans le cadre de la stratégie globale de son rayonnement à l'international.

**Parallèlement, une tournée des capitales du GFLM** -Groupe Fer de Lance Mélanésien- a été aussi engagée, afin de poursuivre la démarche et de sensibiliser les chefs d'État.

Début décembre, une délégation du FLNKS conduite par M. Roch Wamytan, signataire de l'Accord de Nouméa et Président du congrès s'est rendue à Port Vila (Vanuatu) et Honiara (Iles Salomon).

Le GFLM est actuellement présidé par le Vanuatu. Mais il aura fallu attendre que le gouvernement de la 13<sup>ème</sup> législature vanuataise soit installé pour que la délégation soit reçue par M. Jotham Napat, Ministre des Affaires Étrangères qui assurait l'intérim en raison du déplacement

du Premier Ministre en Europe.

Après que le FLNKS ait exposé les raisons de la contestation de la 3<sup>ème</sup> consultation et les démarches engagées pour la contester, il a été convenu de travailler en étroite collaboration avec les services concernés du GFLM pour faire aboutir cette requête.

A Honiara (Salomon), la délégation a été reçue par le Premier Ministre, M. Mannaseh Sogavare. Ce dernier a assuré la délégation de poursuivre ses efforts à nos côtés pour aboutir à notre pleine souveraineté, car c'est la raison d'être du GFLM.

Ces approches sont donc coordonnées par le secrétariat du GFLM à Port Vila, qui apporte son assistance technique et ses conseils juridiques.

**Et enfin, le secrétariat du GFLM a annoncé à la délégation que la saisine de la Cour Internationale de Justice** est la priorité du secrétariat. Pour ce faire, tout est mis en œuvre pour faciliter les contacts entre chefs d'État. Et une mission ministérielle du GFLM devrait se rendre en Kanaky en ce début d'année 2023.

La tournée des capitales du GFLM va se poursuivre fin janvier et en février, à Suva (Fidji) et à Port-Moresby (Papouasie Nouvelle-Guinée).

Affaire à suivre...



Reunion avec le PM Des Îles Salomon, au secrétariat du GLFLM : délégation du FLNKS avec le DGA M. Hoa'au et M. Ilan Kiloé (affaires politiques).

# Bataille acharnée de la droite coloniale contre notre Agenda fiscal

Dans chacun de ses derniers numéros, *La Voix de Kanaky* consacre un article aux travaux méritoires et novateurs du gouvernement Mapou, ainsi qu'aux difficultés à engager l'agenda fiscal que rencontre notre Congrès, assemblée législative locale, via les oppositions de droite.

**C**ar évidemment, la droite coloniale livre une bataille acharnée pour bloquer les réformes structurelles fiscales ; une bataille désespérée néanmoins puisque ces réformes finissent toujours par être votées par la majorité océanienne (indépendantistes et Eveil Océanien), plus sensible à l'intérêt du pays qu'à celui des puissants proches de nos opposants. Les dernières séances publiques furent l'occasion pour les calédoniens intéressés d'assister en direct (retransmission publique) à la bataille rangée que nous livre l'adversaire, en vain.

Récit didactisé de deux séances publiques clé du Congrès, sur les questions minières.

## 1/ « Optimisation fiscale » et/ou fraude fiscale : le but est rarement le bien du pays...

A la séance publique du 14 décembre 2022, les élu(e)s ont examiné un « projet de loi du pays portant diverses dispositions d'ordre fiscal » qui concernait la fraude fiscale.

Le représentant du groupe *UC FLNKS et Nationalistes*, Sako Aloisio, a révélé que 87 sociétés ayant des activités économiques en Nouvelle Calédonie sont en même temps, domiciliées à Wallis et Futuna, paradis fiscal discret de la France, au vu de leur siège social !

Sur la lancée de cette information, l'élue de *Calédonie Ensemble (C.E. - Majorité macronienne)*, Magalie Manuohalalo, a indiqué que l'Etat français et les autorités de Wallis et Futuna collaborent pour vérifier s'ils ont à faire face à des optimisations fiscales ou à de véritables fraudes. Coïncidence temporelle étonnante, et on aimerait bien avoir le dossier... compétence régaliennne ?!

Par contre, silence assourdissant dans les rangs de la droite coloniale. La fraude fiscale est le détournement illégal du système fiscal afin de ne pas payer, ou de diminuer ses contributions obligatoires. Plus subtile, l'optimisation fiscale, dite aussi « évitement fiscal » est l'utilisation de moyens légaux parfois tordus et litigieux, afin de réduire le montant de ces mêmes contributions.

Les pratiques, sur lesquelles les gouvernements de droite successifs ont gentiment fermé les yeux voire plus (création de règles ou niches spécifiques servant



certain intérêts) durant des décennies, ont toujours joué sur ces deux tableaux.

S'attaquer à la fraude fiscale, comme à l'optimisation fiscale abusive, est un objectif de justice sociale, mais aussi d'utilité publique pour le comblement du déficit de recettes, que le gouvernement Mapou s'est assigné dans le cadre de l'agenda fiscal adopté par le Congrès en début 2022. Et il tient bon.

## 2/ Taxe sur l'exportation, une fiscalité minière devenue enfin réalité...

La séance publique du Congrès du 10 janvier 2023 a revêtu un aspect aussi très symbolique. Pour la première fois dans l'histoire de la fiscalité minière, existante depuis 1859 (!), les élus allaient enfin voter un texte, devenu un mirage pour les calédoniens, la « *taxe sur les exportations des produits miniers* ». Deux autres textes étaient également au menu des élus, sur « la redevance sur l'extraction des produits miniers », et sur « l'amodiation<sup>1</sup> de concession minière ».

Les trois textes ont engendré de grosses turbulences jusqu'au dernier moment. Néanmoins, la *taxe sur l'exportation et la redevance sur l'extraction des produits miniers* ont pu être adoptées grâce à

la majorité océanienne.

Par contre, l'amodiation de concession minière, aux problématiques plus complexes, a été votée par une majorité plus hétéroclite : une partie des indépendantistes (*UC FLNKS et Nationalistes*) et une partie des *Dépendantistes (AEC et Les Loyalistes)*. L'opposition était donc constituée de l'autre partie des indépendantistes (*UNI Nord*) et d'une autre partie des *Loyalistes (CE)*

Pour mémoire, le texte sur l'amodiation de concession minière était la traduction législative de l'accord politique, certes controversé, mais signé en mars 2021 entre la droite coloniale représentée par la province Sud, et le *FLNKS*, associé à des représentants coutumiers du Sud ; accord qui a mis fin à un long conflit dur lié à la vente de l'usine du Sud par l'industriel brésilien *VALE*.

**A l'entame d'une nouvelle année, la bataille fiscale n'est pas finie pour autant. Prochainement, les élus au Congrès doivent examiner la taxe sur les plus-values immobilières privées... car contrairement à la France, ici, il n'y en a jamais eu !**

1. L'amodiation est une location par le propriétaire d'un droit minier sur un terrain, à une société qui va normalement l'exploiter.

# Le congrès du FLNKS 2023 avec toutes les forces vives sera capital !



## Rappel de l'extrait du journal kanak du PALIKA : 1994 CONGRES DE POYA LE FLNKS AU PIED DU MUR

[ Enième congrès qui n'amène rien par la suite ? Ou enfin, un congrès qui va marquer le sursaut du Front ?

Plus d'un militant repartis de Poya le soir de ce 3 décembre 1994 aura eu du mal à trancher entre ces deux sentiments. Si on a assisté à des échanges de vues entre les différents partis du FLNKS très intéressants, il a fallu une certaine tournure de débat pour que les groupes de pression sortent de leurs réserves et mettent cartes sur table... Un militant confiait assez justement à la fin que c'est le premier Congrès depuis longtemps où les discussions ont été riches. Objectivement, il est vrai que le front est acculé devant un terrible dilemme à deux vérités.

Le premier est qu'il reste trois ans avant 1998 pour à la fois construire les choses utiles pour l'accès à l'indépendance et en même temps convaincre que c'est la seule alternative politique sérieuse pour l'avenir.

Le second est que l'accès à l'indépendance en 1998 ne peut se réaliser

qu'avec d'abord l'adhésion de l'ensemble des kanak et ensuite des autres à ce projet. Autrement dit, le temps de la division ou de la culture des divergences, utiles par ailleurs, doit laisser place à un effort commun des indépendantistes. Ces deux vérités politiques auxquelles sont confrontés non seulement le FLNKS mais l'ensemble du camp kanak indépendantiste et progressiste imposent donc au mouvement dès aujourd'hui : d'être rigoureux dans son analyse de l'évolution de la situation du Pays kanak ces dix dernières années. La responsabilité de conduire le pays à l'indépendance impose dorénavant au minimum de connaître l'état du pays au moment de cet avènement afin de définir les stratégies à mettre en œuvre pour répondre aux problèmes non encore résolus notamment par les accords de coopération de définir à partir de là, le tableau triennal de marche avec des objectifs bien identifiés pour la période de 1995 à 1998. **Ce tableau devra obtenir un assentiment du camps indépendantiste pour que tout le monde tire dans le même sens de surcroît, l'efficacité est exigée pour cette période dans l'utilisation des moyens. Et aussi la fermeté dans sa défense des options politiques indé-**

pendantistes. Cette dimension est la plus délicate à discuter car il est question de femmes et d'hommes. **Le choix doit être convenable au nom de cette efficacité, indépendamment de leur appartenance à tel ou tel parti indépendantiste. Plus clairement au nom de l'intérêt du combat en primant leur capacité à porter avec abnégation le flambeau ]**.

### Qu'en est-il en 2023 ?

Même si le contexte n'est plus le même, l'article du PALIKA doit nous interpeller. Nous sommes dans la période post référendaire et les militants.tes se posent des questions : Que fait-on maintenant après que nous n'ayons pas participé au 3<sup>ème</sup> référendum ? C'est quoi les bilatérales ? avec qui on va discuter ? Est-ce que notre niveau de vie va changer ? Qui sera notre représentant, le FLNKS, les coutumiers ?... **Si l'unité, la rigueur, l'efficacité doit s'imposer à nous au nom de Kanaky, il n'est plus question de laisser parler les mêmes mais bel et bien d'organiser l'expression des militant(e)s afin qu'ils s'organisent par le biais des ateliers d'engagement.** 🇫🇵

# France, tu veux nous commander, balaye devant ta porte !...

**La France aime bien mettre son nez dans nos affaires à nous, pour essayer de nous culpabiliser, de se montrer réparatrice « nécessaire » de nos questions internes, problèmes qu'elle a pourtant souvent chez elle aussi : économie et dette, femmes battues, mine, protection contre la Chine (!) etc.**

**M**ais la France parle très peu de ce dont elle est responsable. Petit tour d'horizon rapide :

### Police/gendarmerie :

- La réception des femmes violentées est-elle satisfaisante ici ou contribue-t-elle à leur réticence à porter plainte ? En France, c'est pas gagné ! Ici, qu'en est-il ? Silence radio !  
- Les contrôles routiers qui éviteraient les morts ? Bon nombre de calédoniens savent que c'est le désert sur la route, et que jusqu'à 14h le samedi ou dimanche, ils peuvent être « tranquilles » !! Et quelle sévérité pour immobiliser les véhicules, contraindre au port de la ceinture et sévir vraiment ?

### Services pénitentiaires

La France est une multi-délinquante, multi condamnée par ses propres tribunaux et l'Europe pour les mauvais traitements dégradants. Surpopulation, saleté, manque gravissime de soins aux détenus entraînant des morts (dont suicides), travail de réinsertion et peines alternatives très insuffisants : la France est très loin d'être la patrie des droits de l'Homme sur le sujet, et elle évite d'en parler !

### Justice :

Usage excessif de la préventive pour certains, procès qui traînent sur des années pour d'autres et annihilent toute notion de justice ; l'exemple de la Mairie de Païta est flagrant : un maire a été élu, et est resté en place faute de jugement rapide, le dommage est irréversible pour la population et l'opposant perdant à quelques centaines de voix

près, si elles ont été volées. Peines alternatives facilitées notamment pour les non-kanak : la magistrature semble gênée de mettre des « blancs » avec les kanak au Camp-Est ! Ordres et pressions de l'État, là encore notoires dans le milieu judiciaire, sur des procureurs pour telle et telle décision, comme on l'a vu de manière très choquante pour les assassins de Tiedanite.

**Armée :** l'armée censée ne pas intervenir contre ses citoyens a pourtant tué, voire exécuté à Ouvéa... Parallèlement, les renforts de gendarmerie pour prévoir de contrer une lutte légitime éventuelle post 3<sup>ème</sup> consultation sont monumentaux : l'équivalent de 900 000 gendarmes déployés en France !!

**Monnaie :** le Franc CFP (donc toujours des Colonies Françaises du Pacifique !) est aligné sur l'Euro, qui fluctue selon des intérêts européens qui ne sont pas les nôtres...

Les banques françaises font ici leurs bénéfices qu'elles rapatrient avec des impôts allégés sur la métropole !

**Et la liste est encore longue, si l'on ajoute toutes les compétences régaliennes qui devaient être transférées et ne l'ont pas été par tricherie de la France, poussée par les Dépendantistes !**

**Et pendant qu'ils détournent l'attention et essayent de nous culpabiliser, ils préparent en coulisse une révision constitutionnelle pour noyer le droit à l'autodétermination, l'indépendance...**

# Le bluff Darmanin

**La France a fait la campagne du Non.**

**P**our les indépendantistes, le troisième référendum sans le peuple kanak est bidon.

Il est contesté devant l'ONU, et par la quasi totalité des États du Pacifique. Les ministres arrivent tout mielleux répétant que le dialogue est ouvert et qu'il faut sortir positivement de l'Accord de Nouméa.

Le gouvernement français a surtout besoin de temps et d'un consensus supposé, appuyé sur un dialogue apparent, pour tenter de réunir la majorité des 3/5e (Renaissance -ex LREM-, LR et pourquoi pas Rassemblement National) du Congrès de Versailles nécessaire à la révision constitutionnelle.

Les ministres ne parlent plus d'un nouveau « statut » et encore moins d'une ratification par un « référendum des Calédoniens ». La consultation Lecornu est bien tombée dans les oubliettes.

**Darmanin dissimule ses intentions, mais son plan serait assez simple :**

**D'abord, obtenir une simple révision constitutionnelle** du titre 13 de la Constitution française (noyée dans une réforme générale sur les autonomies des Outre-mer) : elle mettrait fin à l'Accord de Nouméa et surtout aux dérogations constitutionnelles qui y sont contenues. On garderait peut-être simplement une version édulcorée du préambule de l'Accord de Nouméa dans un souci de continuité historique.

**Ensuite, modifier la loi organique** au fil de l'eau en fonction des problèmes et en commençant par l'ouverture du corps électoral aux arrivants/immigrants français pour les provinciales. L'État français pourrait proposer de repousser les provinciales de 2024 pour « faciliter » le temps de la discussion. Il obligerait ainsi ses interlocuteurs, en créant de toutes pièces un vide juridique qui n'existe pas à l'heure actuelle, à mettre le doigt dans l'engrenage de la révision du statut du pays et du corps électoral...

**Enfin, conditionner la garantie du droit à l'autodétermination** au vote d'une majorité renforcée des 2/3 ou des 3/5 au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Cela signifierait que ce droit ne serait plus jamais exercé, sauf à ce que les Loyalistes autorisent les indépendantistes à le faire. La loi organique se transformerait ainsi





sans le dire en un statut pérenne dans la France.

**En clôturant l'Accord de Nouméa, la France mettrait fin à toutes les dérogations constitutionnelles qui sont contenues dans l'Accord de Nouméa (reconnaissance du peuple kanak, citoyenneté, emploi local particulièrement).**

La Calédonie serait 'normalisée' et reviendrait dans la République. Par les modifications incessantes de la loi organique par les députés, on reviendrait à une sorte de « gestion directe », l'État français s'immisçant dans toutes les questions rencontrées. Le préfet, comme il a commencé à le faire, se mêlerait de tout annonçant ainsi « le retour » de l'État.

**Les indépendantistes ont toujours affirmé qu'ils ne sortiraient pas les premiers de l'Accord de Nouméa mais que, si la France rompait sa parole, ils seraient libérés de la leur.**

La situation politique est simple à comprendre : la réforme constitutionnelle mettant fin à l'Accord de Nouméa est la ligne rouge à ne jamais franchir, sauf à se voir substituer l'énoncé d'une forme d'indépendance agréée par les indépendantistes.

**La revendication politique du FLNKS est d'entrer dans une logique de bilatérales entre le peuple colonisé et son colonisateur** après son congrès, ce qui est au moins formellement accepté par le ministre. L'objectif du FLNKS demeure l'accession à la pleine souveraineté du pays, la discussion des compétences régaliennes ainsi que celles de l'art. 27 (contrôle de légalité, audiovisuel, université), l'adoption d'une loi de transition et la fixation d'une date irrévocable pour l'indépendance du pays. La question des interdépendances à proposer à la France sera au cœur du congrès du FLNKS comme des discussions.

**Les négociations seront dures.** Il ne faut pas aller là où on ne veut pas aller. Personne ne peut dire aujourd'hui si l'Accord de Nouméa finira en échec ou en succès. **On saura en 2023 si le pari de l'intelligence, celui d'une décolonisation paisible copréparée avec la France, peut encore être réussi.**

## Un « ministère » de l'enseignement indépendantiste serait tellement mieux !!

Nous posons la question à un membre indépendantiste du gouvernement : « Pourquoi avez-vous laissé l'enseignement aux mains de la Droite coloniale ? ». Réponse déconcertante : « Aucun indépendantiste ne le veut ».

Nous comprenons, certes, que dans ce gouvernement collégial, composé de 5 Indépendantistes, 5 Dépendantistes, et un *Éveil Océanien*, nous devons partager les « postes clé ».

Mais l'on souffre ; nos enfants souffrent. Cette école est largement hors sol pour nous ici !

Et l'argument du manque de volontaires indépendantistes compétents est un peu court : il n'y a pas à chercher beaucoup pour en trouver, et nous en connaissons ! Bien sûr, et heureusement qu'il y en a, prêts à relever le défi de ce poste, certes difficile car l'État français y verrouille encore tout : diplômes, formations, inspections, production pédagogique, etc. Mais il est important de se donner les moyens de bouger les lignes pour nos enfants qui rejettent cette école ou y échouent.

**Comment mesurer le rééquilibrage en faveur des jeunes kanak et Océaniens ?**

Depuis la suppression des statistiques scolaires ethniques, et encore plus avec la réforme du bac général, il est très difficile de mesurer la progression, mais l'on voit bien que celle des kanak et autres jeunes du Pacifique se fait uniquement dans les filières professionnelles et un peu dans celles technologiques.

**L'enjeu est de taille : il faudra notamment effectuer un vrai rééquilibrage en faveur de notre jeunesse kanak et océanienne marginalisée dans les filières les plus valorisées : celles « générales », et aussi les classes préparatoires aux grandes écoles !**

Dans les filières générales, les lauréats des bacs avec mention *Bien* et *Très Bien*

restent « Blanc » voire « Très Blanc » ! Et ce n'est pas l'actuelle « Vice-présidente du gouvernement, en charge de l'enseignement, de l'enseignement supérieur, de l'égalité des chances, de la santé scolaire, de la famille, de l'égalité des genres, de la lutte contre les violences conjugales et du bien-être animal » qui va faire bouger les lignes ; vue son obédience, son titre ronflant et tant de « compétences » à assurer, elle a toutes les raisons de s'occuper de tout et de rien à la fois !

**Quelques chiffres inquiétants**  
**Dans les examens concernant à 90% les jeunes kanak et océaniens, comme le CAP, on ne peut qu'être inquiet des chiffres du Vice Rectorat : ils montrent**

une baisse régulière de leurs taux de réussite, de 76,8% en 2018 à un petit 72.8% en 2022 !

Pire, le nombre de candidats éliminés pour absence à au moins une épreuve a doublé ! De 9 % en 2020 il passe à 17% en 2022 ! Près d'un candidat sur 5 dans les filières CAP a été purement et simplement éliminé d'office ! Et dans le

plus grand silence sur le sujet, et la pleine satisfaction générale du Vice Recteur ou de notre ministre ! Il serait temps de demander des comptes !

**Autre indicateur inquiétant, l'accroissement des inégalités entre filles et garçons :** en 2021 (année Covid et Bac sur dossier), 73,5 % des terminales avait obtenu un bac (toutes séries confondues). Mais cela comprend 82% des filles et seulement 65 % des garçons ! Un phénomène à étudier et corriger, mais la encore, silence total ! Et l'écart se creuse selon les provinces ...

**Parents, enseignants, enfants, jeunes : on a tous du pain sur la planche pour changer cela, mais encore faut-il que les autorités compétentes se préoccupent de ces questions, et indiquent des voies et solutions.**



# Fidji : le retour de Rabuka à la tête du pays



C'est ainsi que l'on retrouve deux des protagonistes majeurs de l'époque, M. Bainarama, dont le parti a recueilli 26 sièges ce 14/12/2022, et M. Rabuka, 20 sièges pour sa part.

M. Rabuka, qui avait présenté des excuses nationales pour ses coups d'État, a réussi alors à créer une alliance avec les 2 autres partis minoritaires (5 et 3 sièges), et l'a emporté ainsi sur M. Bainarama, qui devient le chef de l'opposition, à 76 ans et après 16 ans de pouvoir.

Alors que les médias occidentaux avaient annoncé des remous laissant présager un coup d'État, l'installation du nouveau gouvernement s'est faite dans le calme et la sérénité.

Le gouvernement de coalition de M. Rabuka, 1<sup>er</sup> ministre, se positionne pour le retour à toutes les libertés fondamentales dans le pays.

La 1<sup>ère</sup> session du parlement a réuni ses 55 membres (dont 6 femmes) et a procédé à l'élection du président (pouvoirs symboliques ; Fidji est devenue une république parlementaire), M. Naiqama Lalabalavu, ex leader de l'opposition. Son adjointe est Mme Lenora Qereqeretabua.

**Le FLNKS dans un communiqué a salué l'élection de M. Rabuka, et se dit prêt à continuer à travailler en étroite collaboration au sein du Groupe Fer de Lance Mélanésien avec notre voisin et cousin, proche de 1300 km.** 🇫🇯

Le 14 décembre 2022 se tenaient les élections générales à Fidji. L'histoire du pays leur donnait une saveur particulière...

Car Fidji, archipel « métis » Mélanésien / polynésien à dominante mélanésienne, fut une colonie des britanniques qui y ont « importé » des milliers de travailleurs indiens. Indépendant en 1970, Fidji voyait alors sa majorité démographique basculer en leur faveur, puis en 1987 la majorité électorale !

Le colonel Rabuka, refusant la « domination » des « allochtones », prit alors le pouvoir par un coup d'État. Après d'autres coup d'État dont celui de M. Bainarama, alors chef des armées, quelques prises d'otages et beaucoup de changements de 1<sup>er</sup> ministre (la Reine d'Angleterre était présidente), la situation s'est stabilisée et une constitution donnant leur place aux indo-fidjiens fut rétablie. Mais une partie d'entre eux, inquiets, avait déjà émigré et la majorité -courte- est redevenue « autochtone ».

## BULLETIN D'ABONNEMENT / RÉABONNEMENT à LA VOIX de KANAKY

Date : .....

Notre journal vit par les abonnements et ventes à la criée – merci pour votre contribution. Envoyer ce bulletin + règlement à **ÉLAN DES CONQUES BP 14 948 - 98803 NOUMÉA CEDEX**. Ou ODV + nous informer : [lavoixdekanaky@gmail.com](mailto:lavoixdekanaky@gmail.com)

**Pour NC** (mettre ■) :  6 numéros (1an) : 1 000 F. CFP  6 numéros (1an) abonnement de soutien : 3 000 F. CFP ou +

**Hors NC** (mettre ■) :  6 numéros (1an) : 10 €  6 numéros (1an) abonnement de soutien : 30 € ou +

**Banque :** SGCB **Compte :** 18319 06711 43116927013 46 **IBAN** FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346

**Je fais mon paiement par** ■ :  Espèce  Virement bancaire (ODV : compte ci-dessus).  Chèque à « Élan des Conques »

**Adresse demandée d'envoi des journaux** ■ :  par e-mail  en format papier  ou les 2 modalités d'envoi

NOM ou STRUCTURE : ..... PRÉNOM : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : ..... Pays : .....

Contact : Tél : ..... Email (infos+envoi .pdf): .....